

**1983****Source :**  
***La Revue nouvelle***  
**N° 2**  
**février 1983**

## **Retour d'Israël**

**Marcel Liebman.**

Franchement, la théorie, ça a du bon. Je sais bien qu'elle est mal portée, ces jours-ci - et ce n'est pas nouveau. Mais on lui fait une réputation injuste : un écran face à la réalité. Et si elle offrait des clés d'explication, une grille d'interprétation et quelques hypothèses de travail ? Je dis ça parce que je viens de l'expérimenter, à l'occasion d'un voyage en Israël où je me suis enfin décidé à aller. Il y a longtemps qu'on m'y invitait et je résistais, mollement. Il y avait aussi quelques personnes qui me mettaient en garde contre ce genre de tourisme. A commencer, il y a très longtemps, par mon beau-père. C'était un Juif attaché à la vieille culture yiddish, à une série de valeurs dites « juives » (internationalisme ou universalisme - au choix -, humanisme, pacifisme) et qui affichait une hostilité presque viscérale pour Israël et le sionisme qu'il considérait en rupture avec l'ancienne et traditionnelle judéité.

- « Ne vas jamais dans ce pays ! m'avait-il dit avec véhémence, tu cautionnerais sa politique ! »

### **Une conférence pour la paix, à Tel-Aviv**

Tout récemment, on m'avait donné quelques recommandations du même ordre. Mais je ne crois pas beaucoup à ces formules moralisantes ou incantatoires. Profitant d'une invitation qui m'était faite de me rendre à une conférence organisée à Tel-Aviv par le Centre international pour la Paix au Moyen-Orient, je me suis donc rendu pour la première fois en Israël avec, comme bagage intellectuel, quelques données théoriques qui, tout au long de mon séjour de deux semaines, m'ont servi, comme je le disais, de grille d'explication et de points de référence. L'expérience aidant - c'est-à-dire une patiente pratique d'écoute attentive - ces quelques données théoriques, plus ou moins théoriques, j'ai été amené quelquefois à les remettre en cause, d'autres fois à en observer et non sans étonnement, la validité.

La conférence, j'y avais été invité au mois de décembre dernier, non sans quelque tentative pour décourager les organisateurs de s'adresser à moi, comme ils se sont

adressés à quelques centaines d'intellectuels juifs d'Europe et des Etats-Unis. La présence du secrétaire de l'Association belgo-palestinienne - bien qu'il soit également un des animateurs de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique - eût été insolite, voire scandaleuse. Ces tentatives ont été vaines et les participants à la conférence ont ouvert leurs rangs à un vieux partisan de la cause palestinienne décidé à jouer cartes sur table. Accueil remarquable : contrairement à ce qui se passe dans les communautés juives de la diaspora, tout ce que j'ai eu à dire, j'ai pu le dire sans être interrompu par autre chose que, de temps en temps, des applaudissements. Il y avait aussi, parmi les invités, quelques personnalités palestiniennes dont certaines, bien qu'indépendantes, n'étaient pas éloignées de l'OLP. Leurs interventions n'ont pas toujours été approuvées, mais elles ont été entendues avec le plus grand intérêt et la plus grande courtoisie. Dans un problème où les passions ont si souvent - et dans chacun des camps en présence - donné lieu à une explosion de fanatisme, cet esprit d'ouverture mérite d'être souligné.

Il est vrai que seuls les opposants à la politique du gouvernement Begin-Sharon étaient présents. A quelques exceptions près, le Parti travailliste de Shimon Peres était, lui aussi, absent parce que ses positions, sur la question palestinienne, ne se différencient pas très nettement de celles qu'a adoptées l'équipe au pouvoir. Il y avait, finalement, un assez large éventail du « camp de la paix » israélien dont avait été soigneusement écarté le courant communiste : « omission » regrettable quand on sait quel rôle joue cette organisation judéo-arabe (à majorité arabe) dans la lutte contre l'extrémisme israélien et dans la défense des Palestiniens et des Arabes en Israël. Malgré cette exclusive - qui frappait aussi le Comité contre la guerre au Liban, la première organisation qui ait pris position contre l'invasion israélienne du Sud Liban, et ce dès son déclenchement -, quelques dizaines de rapports, de discours et de prises de parole m'ont permis de me faire une idée assez fidèle de ce que sont aujourd'hui, en Israël, les « forces de paix » - avec leur ardeur militante, leur courage politique, leur capacité d'analyse, mais aussi leurs divisions, leurs limitations et leurs faiblesses. Les abondantes conversations que j'ai eues avec un maximum de personnes, y compris des partisans acharnés de la politique beginiste, m'ont aussi permis de situer les réactions de la gauche dans leur contexte général.

## **La peur israélienne**

Sur un point, mon schéma préétabli a volé en éclats. J'ai toujours été convaincu que l'argument de sécurité qui intervient si souvent dans le discours israélien relevait d'une manoeuvre de propagande et d'une pratique de chantage destinées à l'étranger. Il me paraissait impensable que des Israéliens éprouvent une réelle crainte face à la « menace palestinienne » ou même arabe. Voilà un peuple qui a militairement triomphé à chacune des guerres du Moyen-Orient et, le plus souvent, sa victoire a été

foudroyante. Un peuple qui dispose d'une des armées les plus puissantes du monde et dont l'efficacité contraste singulièrement avec la faiblesse, individuelle et collective, des armées arabes. Chacune des confrontations entre les camps en présence - sans même parler des divisions qui lézardent l'« unité arabe » (y a-t-il un camp arabe ?) - a démontré l'énorme supériorité d'Israël. Et pourtant...

Pourtant, la peur gît dans ce peuple israélien. J'ai interrogé des hommes et des femmes de gauche, des partisans de la manière forte et des indécis. On reconnaît quelquefois (rarement) l'inanité objective du sentiment de crainte. Mais ceux-là mêmes qui s'expriment ainsi éprouvent fréquemment en eux-mêmes l'« angoisse israélienne ». A ce phénomène, un faisceau d'explications. Sans vouloir scruter ici les profondeurs d'une nation, il est évident que l'histoire de la persécution subie par les Juifs en Europe tient dans cette angoisse une place importante, fondamentale. A quoi j'ajouterais tout aussitôt que l'Etat israélien et les responsables des communautés juives dans le monde s'emploient depuis toujours non pas à guérir des plaies, en tout état de cause difficilement cicatrisables, mais à les entretenir. Ils trouvent, dans le génocide hitlérien, la justification d'une certaine politique (l'intransigeance du Juif contemporain qui refuse d'être encore victime).

Mais, plus près de nous, il y a les effets durables entraînés par le recours des Palestiniens à la violence et à la terreur. Les attentats de l'OLP, dirigés jusqu'en 1975 contre la population civile, laissent des traces profondes dans la conscience collective des Israéliens. Je ne pose pas ici un jugement moral sur le recours au terrorisme. Les mouvements nationaux de libération en ont fait une arme classique qui traduit tout à la fois la radicalité de leur revendication et la faiblesse de leurs moyens. Il s'agit seulement de constater que l'action de l'OLP, dans sa phase terroriste, a été de pair avec son affirmation et son renforcement, mais, en même temps, avec la haine vouée par les Israéliens, dans leur immense majorité, aux nationalistes palestiniens. D'où cette identification automatique entre « Palestinien » et « terroriste », ou « assassin », voire « nazi ». Et l'identification est si poussée et si tenace que les démonstrations quasi quotidiennes qu'offre l'OLP de sa modération actuelle se heurtent à un scepticisme ou à un aveuglement irréductibles. A quoi il faut ajouter que le pouvoir israélien – gouvernement Likoud et opposition travailliste réunis - conforte cette image ; que la droite se livre, dans ce domaine, à une démagogie constante et sans limite (Arafat = Hitler, toute négociation avec l'OLP = un nouveau Munich !) et que les sociaux-démocrates de Peres n'ont pas le courage de s'y opposer clairement, de telle sorte qu'ils apparaissent toujours à la traîne de leurs rivaux chauvins.

Il reste que cette angoisse profonde des Israéliens doit être prise en compte. Pour les Palestiniens, il y a là à la fois une nécessité et une source d'extrême difficulté. Car comment peuvent-ils apaiser les craintes des Israéliens et les amener à une perception plus lucide des réalités, tout en menant la lutte pour leur indépendance ?

## La volonté de paix et le fait palestinien

Le besoin de sécurité existe donc bien chez les Israéliens. Malheureusement, il ne s'accompagne pas – à de trop rares exceptions près – d'une prise de conscience qui le compléterait, à savoir qu'un même besoin de sécurité existe, au moins aussi justifié, chez les Palestiniens. Même chez les plus ouverts des « sionistes de gauche », on ne rencontre guère une ouverture d'esprit assez grande pour élargir, à ses véritables dimensions, la problématique de la sécurité. Vous les entretenez du nécessaire rapprochement israélo-palestinien. Ou plutôt, ils vous en parlent spontanément et s'en avèrent partisans convaincus. Certains vont plus loin (mais, même dans le camp de la paix, ils sont minoritaires) : ils conviennent qu'une négociation entre les représentants d'Israël et l'OLP est indispensable à l'établissement d'une paix durable au Moyen-Orient. Ils affirment la nécessité d'une reconnaissance (préalable) d'Israël par l'Organisation palestinienne. Mais ils ne s'interrogent pas sur les raisons pour lesquelles Yasser Arafat hésite devant une telle reconnaissance. Le rapport des forces existant au sein de l'OLP, les difficultés que connaît sa direction modérée ne paraissent pas retenir l'attention des Israéliens, même de gauche. Convaincus qu'un geste des Palestiniens proclamant la légitimité de l'Etat hébreu renforcerait la gauche en Israël, ils ne vont pas au delà de cette observation. Il y a là un signe de myopie qui ne me semble pas étranger à l'idéologie sioniste. Cas particulier de nationalisme, elle est fondée sur l'affirmation de soi, des droits du peuple juif et sur le meilleur moyen de résoudre ses problèmes spécifiques. Dès son origine, le sionisme ne s'est pas - ou guère - intéressé à l'incidence qu'aurait son entreprise sur la condition des Palestiniens. Et tout le développement de la société juive, dans cette partie du monde, avant et après la création de l'Etat israélien, a révélé la persistance d'une telle ignorance. C'est ici que la référence théorique se révèle éclairante : impossible de comprendre la réaction particulariste et étriquée y compris de quelques-uns parmi les Israéliens les plus courageux dans leur volonté de paix, sans tenir compte du terreau social (et idéologique) dans lequel a grandi leur nation.

Ce conditionnement n'empêche pas totalement la compréhension par la gauche israélienne des causes profondes du blocage actuel et des moyens d'en sortir. Mais il constitue un handicap sérieux dont il importe d'être conscient. Ce n'est certes pas par des mises en demeure ni même par la polémique qu'on lèvera cet obstacle. Seul un mélange d'explications rationnelles et de pratiques positives permettra de dépasser les réflexes purement nationalistes. Et ce, faut-il le dire, des deux côtés de la barrière.